

Etre moderne en 2017 c'est augmenter les pensions

Le combat que mène la Cgt retraités pour améliorer leurs conditions de vie n'est ni d'arrière-garde ni indécent. Il est particulièrement vital pour notre économie, pour notre vie et aussi celle de nos enfants et petits-enfants. Pour mémoire, nous revendiquons un minimum retraite aligné sur le Smic, un taux des pensions de réversion porté à 75%, sans conditions d'âge ni de ressources. Nous sommes opposés à toute augmentation de la CSG ainsi qu'à un alignement de la CSG des retraités sur celle des actifs. Nous demandons la suppression de la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie de 0,3% (CASA). Nous revendiquons le rétablissement de la demi-part supplémentaire pour le calcul de l'impôt sur le revenu pour les personnes vivant seules et ayant élevé au moins un enfant, le rétablissement de l'exonération de la majoration de pension pour les parents de 3 enfants et plus. Nous sommes opposés à la remise en cause du quotient familial pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

Allons chercher les moyens

Ceux qui nous culpabilisent continuent de piller les richesses de la nation et si certains, parfois, se

font prendre, ils ne sont que l'arbre qui cache la forêt. Ils disent, à grand renfort de pédagogie médiatique, que les caisses de l'Etat sont vides. C'est la rengaine habituelle et pourtant de l'argent, il en pleut. Mais, avec le Crédit d'impôt pour la compétitivité des entreprises (Cice), 30 milliards d'euros s'évaporent et servent essentiellement à arroser les grandes fortunes. Dans le même temps, on évalue à 80 milliards la fuite des capitaux dans les paradis fiscaux. Les moyens existent donc pour remplir les caisses. Cette situation scandaleuse ne fait que nourrir la gangrène d'un chômage récurrent et l'installation en masse de la précarité.

Tout cela fragilise le dispositif de solidarité et pérennise le scandale d'un hold-up permanent.

Quels que soient les discours séduisants que le nouveau pouvoir utilise déjà dans la foulée du précédent, en promettant des baisses d'impôts, l'appauvrissement de la majorité des retraités continuera. Rien ne changera donc si l'argent volé n'est pas restitué et utilisé pour rétablir la justice et le bien-être de toutes et tous. L'urgence est là et le possible à notre portée, si le rapport de force le permet.



**Dans cette période
mouvementée,
pleine
d'incertitudes,
de doutes, de
peurs, de misère...
Profitons des
vacances avec
enfants, petits
enfants et amis
pour se refaire une
santé...**

**Car à la rentrée les
retraité(es), les
jeunes, les actifs
TUTTI INSEME
seront prêts pour
développer les
luttés.**

**Mais, pendant les
vacances, gardons
l'œil ouvert, c'est
un moment propice
pour les sales
coups**

**BONNES VACANCES
A TOUS**

DÉCLARATION DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE CONFÉDÉRALE

Réforme du droit du travail : le double jeu du gouvernement

mardi 27 juin 2017

Le gouvernement a engagé des rencontres avec les organisations syndicales et patronales sur la réforme du droit du travail. Chaque organisation est reçue individuellement, en tout et pour tout six fois une heure, pour 120 ans d'histoire sociale ! La CGT a décidé de participer à ces réunions avec un double objectif :

- avoir une législation du travail renforçant les droits de l'ensemble du monde du travail (salariés et non-salariés) ;
- ▶ dénoncer l'idée selon laquelle les droits collectifs seraient responsables du chômage.

Sur la base d'un document de 15 pages, la CGT a mis sur la table des propositions allant dans ce sens. Personne ne peut donc évoquer la désertion et le refus de discuter de la CGT dans ce processus. Où en est-on à ce jour ? D'un côté, les syndicats sont reçus sans que le ministère ne dévoile précisément ses intentions. De l'autre, il faut lire la presse pour découvrir les principales mesures du futur projet de loi. On y apprend, par exemple, qu'un CDI de « projet », dans la droite ligne du CPE (Contrat Première Embauche) rejeté par la rue en 2006, serait créé pour allonger dans le temps la précarité et pour supprimer toutes contraintes financières pour les employeurs. Ce n'est ni plus ni moins qu'une vieille revendication du Medef.

On y apprend également qu'il serait laissé la possibilité de licencier des salariés qui refuseraient d'adapter leur contrat de travail à un accord d'entreprise, même minoritaire. Dès lors, un salarié refusant une baisse de son salaire prévu dans un accord serait licencié sans possibilité de recours.

Et la liste est longue...

Alors que 70% de l'opinion publique et une majorité de syndicats ont rejeté la loi dite El Khomri, ce gouvernement veut écrire une loi pire que la précédente ! La CGT refuse de servir d'alibi ou de faire-valoir dans le cadre d'un dialogue social pipé d'avance. Nous refusons d'ores et déjà d'entendre dire fin septembre que les ordonnances, présentées par le gouvernement, auraient été co-élaborées avec les syndicats. C'est pourquoi notre organisation a lancé une campagne d'information, de débat mais aussi de mobilisation dans les services, les entreprises et les territoires, dans le public comme dans le privé. Ces initiatives se prolongeront tout l'été car il n'est pas question d'accepter ce marché de dupes.

La CGT considère que la mobilisation doit s'amplifier, s'ancrer sur tous les lieux de travail, dans un cadre unitaire le plus large possible. La rentrée de septembre doit être la traduction des résistances, du mécontentement et d'une volonté de changement en matière économique et sociale.

C'est pourquoi elle propose de faire du 12 septembre, une journée d'action et de grève dans toutes les entreprises et services.

Liberté d'expression Le SNJ-CGT dénonce la "timidité" de l'AFP face au nouveau pouvoir

vendredi 23 juin 2017



L'agence France Presse (AFP), l'une des trois principales agences mondiales, aurait-elle des scrupules à couvrir les affaires qui portent l'opprobre sur le nouveau gouvernement ? C'est ce que pense le SNJ-CGT, qui s'est fendu d'un communiqué sur la question. Selon le syndicat, l'affaire Richard Ferrand, sortie par le *Canard Enchaîné*, dans son édition du 24 mai, aurait pu être révélée par l'AFP. Des journalistes de l'agence étaient en possession des informations sur l'affaire Ferrand, mais la rédaction en chef France a refusé de les publier. "Généralement un média met les bouchées doubles pour enquêter sur ce type d'informations quand elles se présentent. Pas à l'AFP, où les courriels de journalistes adressés à la rédaction en chef France soit

sont restés sans réponse, soit ont reçu une réponse peu encourageante". Ces mêmes journalistes de l'AFP se sont vu opposer un refus de publier de la part de la même rédaction en chef, lorsqu'ils ont proposé le témoignage exclusif de l'avocat en charge de la vente de l'immeuble des Mutuelles de Bretagne en 2010-2011. Avant l'affaire Ferrand, le 17 mai, une dépêche, annonçant que le garde des sceaux François Bayrou allait être renvoyé en correctionnelle pour diffamation, n'a pas non plus été diffusée, sur ordre de la rédaction en chef.

Face à ces "ratés", les syndicats ont pu interroger leur direction lors de la réunion des délégués du personnel, "qui s'est montrée incapable de justifier de manière argumentée les choix de sa rédaction en chef". Le SNJ-CGT appelle la direction et la rédaction en chef de l'AFP à s'expliquer sur le traitement incompréhensible de l'affaire Ferrand.

Libertés syndicales



Un beau rassemblement de solidarité avec les salariés du CORSSAD.

Mercredi 28 juin. Préfecture de Bastia

Après avoir subi par le clan Giammari des conditions de travail lamentables il n'est pas question que le groupe financier Doc Gestio aux méthodes brutales reprenne la structure et ses 300 employés. La CGT milite pour que l'économie sociale et solidaire et les structures qui la compose soit les seuls repreneurs possibles. A ce rassemblement des salariés d'autres associations étaient présents en solidarité mais aussi pour montrer que ce secteur qui emploie des milliers de personnes en Corse doit bénéficier de toute l'attention des pouvoirs publics. Le 12 juillet le tribunal de Bastia doit rendre sa décision.

Pas question que M Bensaïd et son groupe financier prennent pied en Corse pour mener leurs opérations spéculatives et financières.

BONNES VACANCES